

Bloavezh mad !

« **Bloavezh Mad** ». C'est par cette expression que Bruno Leroux, porte-parole de François Hollande, a débuté la réunion publique qu'il a animé, en compagnie d'Annick Le Loch, le 16 mars à Douarnenez.

chercher les points de croissance « avec les dents ».

Mais, il restera comme le Président qui a augmenté le déficit de 615 milliards et qui a fait explosé le chômage, au point qu'on compte un million de demandeurs d'emplois de plus, à la fin de son quinquennat.

Il peut apparaître surprenant de souhaiter ainsi une bonne année à quelques jours du printemps. « **Mais, jusqu'au 6 mai, nous devons nous souhaiter une bonne année, car, pour que 2012 soit bonne, il faut que François Hollande remporte l'élection présidentielle** », a expliqué Bruno Leroux, élu de Seine-Saint-Denis et originaire de Quimperlé.

Cette élection de François Hollande est indispensable pour redresser la France et rétablir l'impartialité de l'État.

« **C'est tout de même ahurissant que Nicolas Sarkozy consacre la première partie de son discours de Villepinte à l'impartialité de l'État** », s'est indigné Bruno Leroux. En effet, jamais, dans l'histoire de la V^e République, un clan n'avait à ce point concentré autant de pouvoir. Pire le candidat UMP fait un procès d'intention à François Hollande en osant évoquer une « **épuration** », en cas de victoire de la gauche. Mais, c'est pourtant bien lui qui a placé ses amis à des postes clé de l'administration française. Lui encore, qui a essayé de faire élire son fils à la présidence de l'EPAD ou qui a renvoyé un préfet, sous prétexte que des manifestants s'étaient un peu trop approchés d'un cortège officiel.

Nicolas Sarkozy s'est présenté en 2007 comme le candidat de la croissance, celui qui allait redresser la France, qui allait

Aujourd'hui, l'UMP explique ces mauvais résultats par la crise. Mais, dès le mois de juillet 2007, la loi TEPA défiscalisait les heures supplémentaires, véritable machine à créer du chômage alors que les socialistes expliquaient qu'il fallait, au contraire, inciter les entreprises à embaucher plutôt qu'à faire travailler plus ceux qui avaient un emploi. Lorsque la crise est arrivée, la France fut le seul pays à ne pas modifier sa politique de l'emploi.



Bruno Leroux à Douarnenez, le 16 mars

Dans le domaine de la fiscalité, Nicolas Sarkozy augmente tous les impôts, sauf celui sur la fortune. « **Les Français sont prêts à accepter des sacrifices** », a rappelé Bruno Leroux. « **Mais à condition qu'ils soient justes** », a-t-il précisé.

Pour obtenir cette justice, le 22 avril les électeurs doivent voter pour François Hollande. C'est lui qui sera en capacité de l'instaurer et son élection, le 6 mai, dépend de la dynamique qui s'enclenche au premier tour. 🗳️

**CAP
FINISTÈRE**

26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER

DÉPOSÉ LE 29/03/2012



Dossier de la semaine

Pour un vote de raison



Vie de la Fédération

Les vrais sujets de la campagne



Interview

La croissance contre l'austérité



Avec Karine Berger

Incorrigible

Un drame, une loi. Voilà la marque de fabrique du Sarkozysme. Avant on nommait les lois selon la date de leur adoption par le Parlement ou du nom du ministre ou du parlementaire qui les avaient élaborées. Aujourd'hui, elles portent le nom du fait divers qui les a suscitées.

Même si les propositions sont inapplicables ou inefficaces, il faut, dans l'urgence, faire croire qu'on contrôle la situation. Au passage, cette méthode permet de faire croire que les échecs du gouvernement sont imputables à une défaillance juridique. Le manque de moyens accordés au service public ne pouvant, bien sûr, pas être à l'origine des échecs de ce gouvernement.

Mais, les Français ne sont pas dupes. Ils savent ce que valent les engagements de Nicolas Sarkozy et comprennent bien que la surveillance des visiteurs de sites internet terroristes n'aura aucun effet sur les fanatiques, qu'il convient de mettre hors d'état de nuire.

L'élu de Neully



Le 18 mars, invité de l'émission Capital sur M6, Nicolas Sarkozy a confirmé son mépris vis-à-vis du Finistère et sa méconnaissance des collectivités locales. Bref, il reste, fondamentalement l'élu de Neully.

Évoquant le problème des déserts médicaux, le président-candidat s'est exclamé « Vous iriez vous, chez un médecin qu'on a obligé à s'installer à Morlaix ? ».

« On savait le mépris de Nicolas Sarkozy pour les Bretons. Il vient de le proclamer une fois de plus à la face de la France ! », se sont indignés les conseillers municipaux socialistes de la sous-préfecture, 3^e ville du Finistère.

« Le président de la République ne connaît pas Morlaix », constate Marylise Lebranchu. « Je ne lui demande pas non plus de connaître toutes les villes de France, mais au moins de les respecter ». Pour la candidate socialiste aux Législatives, « sa réaction correspond exactement à sa lecture de la France ».

« Aujourd'hui, nous avons besoin de véritables propositions et d'actions concrètes pour lutter contre les déserts médicaux et non de propos dénigrants d'un président de la République qui semble ne pas connaître les territoires », a ajouté le sénateur Jean-Luc Fichet.

D'ailleurs, cette méconnaissance des territoires a conduit le président-candidat à annoncer une division par deux des droits de mutation perçus par les notaires pour le compte des conseils généraux à chaque changement de propriétaire d'un logement.

Claudy Lebreton, président de l'association des départements de France (ADF) a tenu à réagir fortement à cette annonce.

L'élu costarmoricaïn a, d'abord, souligné que le facteur principal de la hausse du coût du logement n'est pas le niveau de fiscalité, qui représente pour la part départementale 3,8% de la vente au maximum, mais bien la rareté des biens sur le marché.

Les droits de mutation, instaurés au début des années 80 pour financer les nouvelles compétences des conseils généraux, représentent une des recettes majeures pour les départements. En 2011, ils représentaient 8 milliards d'euros.

Pour un vote de raison

Le 21 mars, Benoît Hamon, porte-parole du Parti Socialiste, était dans le Finistère. A l'occasion de ce déplacement, il a rencontré des représentants syndicaux de Pôle Emploi, il a présenté le projet de François Hollande pour la recherche et l'enseignement supérieur, à des étudiants du technopôle à Plouzané et il a animé une réunion publique, à Saint-Renan, devant plus de 300 personnes.



Rencontre avec les syndicats de Pôle Emploi

« Aujourd'hui, lorsque nous allons à la rencontre des Français, notamment en porte-à-porte, nous constatons deux choses », a résumé Benoît Hamon. « D'abord, qu'ils ne veulent plus de Nicolas Sarkozy, mais aussi qu'ils doutent que la politique soit en mesure d'apporter des solutions à leurs problèmes ». D'ailleurs, les promesses non tenues par Nicolas Sarkozy, depuis 2007, contribuent largement à ce scepticisme des Français vis-à-vis de la parole politique.

Ce phénomène s'explique aussi par le matraquage du discours de droite qui consiste à expliquer, sur tous les sujets, qu'il n'existe qu'une politique possible. Systématiquement, le gouvernement tente de faire croire qu'il prend les mêmes décisions que nos partenaires européens « parce qu'il n'y a pas d'autre solution ».

C'est au nom de « la vérité » que l'UMP a allongé la durée de cotisation pour les retraites et repoussé l'âge légal de départ, sans négociation. Mais, pourquoi solliciter l'avis des partenaires sociaux lorsque l'on se croit détenteur de la vérité ?

Répété inlassablement, ce discours conduit au scepticisme. « Or, dans cette campagne, nous devons démontrer qu'une autre voie est possible et que l'élection de François Hollande conduira

à des choix totalement différents », a expliqué Benoît Hamon.

Quelques exemples suffisent à s'en convaincre. Sur l'Europe, tout d'abord. François Hollande s'est engagé à renégocier le traité qui aboutirait à l'austérité généralisée et qui donnerait des pouvoirs exorbitants à la commission européenne sur les États.

Dans le domaine de l'éducation aussi, les différences sont éclatantes. « C'est notre priorité, en particulier pour les plus petites classes, là où naissent les inégalités », a rappelé Benoît Hamon. Pour cela, 12 000 postes seront créés chaque année. C'est essentiel pour corriger les inégalités sociales qui aboutissent, aujourd'hui, à l'existence de ghettos.

Tous les secteurs de la santé sont en crise. Avec François Hollande, nous allons réformer l'hôpital et le mode de tarification qui conduit les cliniques privées à effectuer les opérations les plus rentables et à laisser les hôpitaux publics assurer tous les autres actes. La rémunération des généralistes sera également réformée de manière à ce que la santé des patients soit réellement prise en compte.



Plus de 300 personnes à Saint-Renan

Pour le porte-parole du Parti Socialiste, l'élection de 2012 doit se jouer sur la raison. Les électeurs doivent juger sereinement le bilan de Nicolas Sarkozy, les propositions des autres candidats. La droite tente d'entraîner le pays sur le terrain de l'émotion. Compte-tenu de son rejet par le pays elle n'a guère d'autre solution pour tenter, coûte que coûte, de conserver le pouvoir. Les socialistes, durant le mois qui nous sépare du premier tour, doivent faire preuve de pédagogie pour rappeler quels sont les vrais enjeux de ce scrutin et expliquer pourquoi, le vote en faveur de François Hollande est le seul qui se traduira par plus de justice sociale et de croissance. 🇫🇷

Les vrais sujets de la campagne

« C'est sur le terrain, au contact des électeurs, que nous ferons la différence. » Forts de cette conviction, Richard Ferrand, candidat aux Législatives dans la 6^e circonscription, Claire Malléjac, sa suppléante et l'ensemble des militants socialistes mènent campagne pour François Hollande.



Claire Malléjac et Richard Ferrand

« Cette circonscription est la plus étendue du Finistère », rappelle Richard Ferrand. Chaque semaine, l'ensemble des secrétaires de section se réunissent pour préparer les réunions publiques, les distributions de tracts ou les rencontres, plus informelles mais tout aussi importantes, qui se tiennent, à l'initiative d'adhérents ou de sympathisants, chez des électeurs en présence d'environ dix personnes, voisins ou collègues de travail ou d'associations.

A l'occasion de toutes ces rencontres, le candidat socialiste, constate que les thématiques mises en avant par François

Hollande correspondent vraiment aux attentes des électeurs.

« On me parle régulièrement de l'accès à la santé, en particulier, pour dénoncer les dépassements d'honoraires pratiqués par de nombreux spécialistes », explique le candidat socialiste. Sur l'emploi, les électeurs veulent connaître les détails des propositions de François Hollande. C'est

particulièrement sensible pour les jeunes qui ne parviennent pas à entrer dans le monde du travail. « On constate que les emplois d'avenir sont vus d'un bon œil par les électeurs ».

Nicolas Sarkozy est souvent décrié. « Il nous représente mal, ai-je souvent entendu », souligne Richard Ferrand. Mais, malheu-

reusement, le candidat entend régulièrement des personnes lui annoncer qu'elles voteront pour Marine Le Pen. S'agit-il d'électeurs habituels du FN qui osent aujourd'hui s'afficher ou de nouveaux électeurs ? Il est difficile de répondre à cette question mais le phénomène est assez inquiétant pour que la gauche se mobilise pour placer François Hollande le plus haut possible, le 22 avril. 🇫🇷

Interview

La croissance contre l'austérité

Avec Karine Berger

« Les états européens agissent comme si l'avenir de la zone euro ne les intéressait pas », estime Karine Berger, chargée des relations entre les finances publiques et l'économie au sein de l'équipe de campagne de François Hollande.

Cap Finistère : Le récent accord sur la Grèce est-il de nature à sortir ce pays de la crise ?

Karine Berger : Non. On traite l'urgence. Cet accord va juste permettre au pays de ne pas faire techniquement défaut et éviter l'explosion de tout le système bancaire.

Cap Finistère : Jusqu'à présent combien la Grèce a-t-elle reçu d'euros de la part des autres États européens ?

Karine Berger : C'est assez difficile à dire avec précision mais, grosso modo, les États ont prêté pour 100 milliards d'argent frais et les banques ont

abandonné 100 milliards de créances. Mais, d'un problème qui aurait coûté quelques 10 milliards il y a deux ans, on est passé à une crise financière majeure.

Cap Finistère : Comment expliquez-vous l'attitude des dirigeants européens ? Incompétence ? Manque de courage ? Ou cynisme ?

Karine Berger : C'est un vrai mystère. Je crois que les gouvernements conservateurs ne s'intéressent pas à l'avenir de la zone euro. Ils la voient comme une source de problèmes mais pas comme une aventure commune. Aujourd'hui, seule l'Allemagne a les moyens de financer la solidarité, mais elle ne veut pas payer pour l'ensemble des autres États européens qui n'ont pas respecté les règles de discipline budgétaire.

Cap Finistère : Existe-t-il une solution pour résoudre la crise grecque ? Et éviter qu'elle s'étende à d'autres pays ?

Karine Berger : La solution consiste, comme le propose François Hollande, à

enfin aborder la question de la croissance en renégociant le traité. Car, tant qu'on imposera l'austérité à la Grèce

et aux autres États européens il n'y aura pas de développement économique possible. Et la crise s'accroîtra. Il faut, au contraire, que les Européens se mettent autour de la table pour définir les conditions de la croissance en instaurant, par exemple, les eurobonds qui pourraient financer des investissements dans des domaines d'avenir comme l'énergie ou le numérique.

C'est d'autant plus urgent qu'il me semble que les risques sociaux et politiques sont immenses pour la Grèce qui pourrait connaître une instabilité politique et sociale avec les élections du mois d'avril. Et, il est clair que des pays comme le Portugal, l'Espagne ou l'Italie pourraient demain connaître des situations identiques à celle que la Grèce connaît aujourd'hui. 🇫🇷



Agenda

6 avril

18 h 00 : Réunion publique « La mer, source de croissance dans le programme de François Hollande », à Douarnenez, Maison du nautisme, avec Isabelle Thomas, vice-présidente de la Région Bretagne chargée de la mer, Pierre Karleskind et Annick Le Loch.

7 avril

10 h 00-12 h 30 : « Comment préserver l'agriculture dans les communes littorales? », réunion UESR animée par François Marc et François Collec, à la mairie de Hanvec.

22 avril

Premier tour de l'élection présidentielle (si vous êtes absent pensez aux procurations). <http://www.procurations2012.fr>

Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1212P 11428
N° 950 - Vendredi 30 mars 2012
www.ps29.org - cap-finistere@wanadoo.fr
26B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22 - Fax : 02 98 53 12 20

Directeur de la publication : Marc COATANÉA

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44 - Fax : 02 98 43 64 03

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

Abonnement

Réabonnement

Abonnement pour un an : 20 euros
Abonnement de soutien : à partir de 25 euros

Chèque à l'ordre de :
Fédération du Finistère
du Parti Socialiste

En bref

Le PS appelle à la mobilisation pour le rassemblement du 31 mars

La Fédération socialiste du Finistère appelle à une mobilisation, aussi large que possible, à l'occasion de la grande manifestation qui se tiendra à Quimper, le 31 mars, en faveur des langues et des cultures régionales.

Le temps des promesses non tenues, qui est aussi celui du mépris, doit prendre fin. Jacques Chirac en 1999, Nicolas Sarkozy en 2007, s'étaient engagés à promulguer une loi offrant à nos langues le cadre juridique nécessaire à leur sauvegarde et à leur développement. Nous l'attendons toujours !

Il faut reprendre le travail là où il a été interrompu. Lionel Jospin a signé, en mai 1999, la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires, François Hollande, une fois élu à la présidence de la République, la fera ratifier. C'est le 56^e de ses engagements pour la France.

Le rassemblement du 31 mars doit permettre de témoigner de l'indéfectible attachement des Bretons à leur langue, à leur culture, à leur patrimoine. Au-delà, son succès contribuera à poser les jalons d'un nouveau modèle de société, où l'union ne se construit pas sur l'anéantissement de la diversité mais s'enrichit de ses inestimables apports.

Réunions publiques

Dans le Finistère, les socialistes se mobilisent pour faire connaître le projet de François Hollande aux électeurs.

- **Lundi 2 avril, à 18 h 30** : Jean-Jacques Urvoas en réunion publique, sur le projet de François Hollande, à Ergué-Gabéric, salle de l'Europe.

- **Lundi 2 avril, à 20 h 30** : Jean-Jacques Urvoas en réunion publique sur le projet de François Hollande à Saint-Evarzec, Maison communale salle 1.

- **Lundi 2 avril à 20 h 30** : Jean Mallot, vice-président de l'Assemblée nationale, et Chantal Guittet en réunion publique sur l'emploi à Landerneau, salle Quai du Léon.

- **Mardi 3 avril à 20 h 30** : François Marc en réunion publique sur la justice fiscale à Milizac, salle Ar Styvell.

- **Mardi 3 avril à 20 h 30** : Chantal Guittet en réunion publique sur

le projet de François Hollande à Lesneven, Maison des associations.

- **Mercredi 4 avril** : Meeting de François Hollande à Rennes.

- **Jeudi 5 avril à 20 h 30** : Patricia Adam avec François Marc en réunion publique sur la réforme fiscale de François Hollande, à Guilers, salle Robert Joubin.

- **Jeudi 5 avril à 20 h 30** : Chantal Guittet en réunion publique sur le projet de François Hollande à Trémaouézan.

- **Jeudi 5 avril à 18 h 00** : Martin Schulz, président du Parlement Européen, en réunion publique à Lanmeur, salle Stéredern.

- **Vendredi 6 avril à 19 h 00** : Patricia Adam avec Pierre Maille en réunion publique à Gouesnou. Thème : les politiques de solidarité.

- **Mardi 10 avril à 18 h 00** : Jérôme Cahuzac avec Patricia Adam et Chantal Guittet à Guipavas, salle de l'Alizé et à **20 h 30** avec François Marc et Jean-Jacques Urvoas à Quimper, salle du Chapeau Rouge.

- **Mercredi 11 avril à 18 h 00** : Jean-Jacques Urvoas présentation du projet de François Hollande à Quimper Ergué-Armel, mairie (salle des mariages).

- **Mercredi 11 avril à 18 h 30** : Richard Ferrand en réunion publique sur le projet de François Hollande à Pleyben.

- **Mercredi 11 avril à 20 h 30** : Jean-Jacques Urvoas en réunion publique sur le projet de François Hollande à Clohars-Fouesnant, centre socioculturel.

- **Jeudi 12 avril à 19 h 00** : François Marc et Richard Ferrand en réunion publique sur le projet de François Hollande à Crozon-Morgat.

- **Jeudi 12 avril à 18 h 00** : Marylise Lebranchu en réunion publique sur le projet de François Hollande à Guiclan.

- **Jeudi 12 avril à 20 h 30** : Jean-Jacques Urvoas en réunion publique sur le projet de François Hollande à Pluguffan, Maison des associations du Pouldu.

Disparition

Nous avons appris avec tristesse la disparition de Jean-Claude Lannurien, adhérent et co-fondateur, avec Jean Lozac'h, de la section de Trégunc.

Nous adressons à sa famille et à ses proches nos plus sincères condoléances.

Annonces légales & judiciaires

LCE - LES CONSEILS D'ENTREPRISES

Société d'Avocats
143, avenue de Kéradennec - CS 23014
29334 QUIMPER CEDEX
Tél. 02 98 90 04 35

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE MÉNEZ BRAZ Par abréviation SFMB

Société à Responsabilité Limitée
au capital de 50 000 euros
Siège social : 2, rue Louis Blériot
29170 ST ÉVARZEC

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seing privé il a été constituée une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme sociale : Société à Responsabilité Limitée.

Dénomination sociale : SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE MÉNEZ BRAZ par abréviation SFMB.

Siège social : 2, rue Louis Blériot - 29170 ST ÉVARZEC.

Objet social : Acquisition et gestion par tous moyens de toutes valeurs mobilières - prise de participation ou d'intérêt sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés. Toutes prestations de services en matière commerciale, administrative, financière, comptable et organisation. Toutes prestations d'assistance au niveau du personnel spécialisé.

Durée de la société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés.

Capital social : 50 000 euros - Apport en numéraire.

Gérant : Monsieur Michel BRU demeurant à FOUESNANT (29170) 20, chemin du Quinquis.

Immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés de QUIMPER.
Pour avis,
La Gérance.

SELARL JEAN-MARC BERROU Avocat

3, rue Kétravel - 29200 BREST
Tél. 02 98 44 04 16

SCI IMMEX

Société Civile Immobilière
au capital de 2 000 euros
Siège social : 355, rue de l'Élorn
29200 BREST
352 704 183 RCS BREST

DISSOLUTION ANTICIPÉE

Aux termes d'une décision en date du 31 janvier 2012, les associés ont décidé la dissolution anticipée de la société à compter du même jour et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel en conformité des dispositions statutaires.

Monsieur Jacques BARRAINE demeurant à BREST (29200) 20, quai Commandant Malbert, a été nommé liquidateur et a les pouvoirs les plus étendus pour terminer les opérations sociales en cours, réaliser l'actif et acquitter le passif.

Le siège de la liquidation est fixé à BREST (29200) 355, rue de l'Élorn, adresse où la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation amiable et des comptes de liquidation sera effectué au Greffe du Tribunal de commerce de BREST.

Pour avis.